



**RÉGION ACADÉMIQUE  
BOURGOGNE-  
FRANCHE-COMTÉ**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Région académique Bourgogne Franche-Comté,  
maître d'ouvrage



Conducteur d'opération

Création d'un campus d'enseignement supérieur sur le  
site Maret à Dijon

**MARCHE D'ASSURANCE CONSTRUCTION**

*Lot 1 - Police dommages ouvrage*

**CAHIER DES CHARGES**

## **SOMMAIRE**

<b>Article 1 : dispositions générales</b>	<b>3</b>
1.1 Objet du marché	3
1.2 Opération	3
1.3 Souscripteur	3
1.4 Assurés	3
1.5 Définitions	3
1.6 Régularité de la situation du titulaire	4
<b>Article 2 : pièces constitutives du marché</b>	<b>4</b>
<b>Article 3 : prix</b>	<b>4</b>
<b>Article 4 : règlement des comptes</b>	<b>4</b>
4.1 Cotisations provisoire et complémentaire	4
4.2 Moment du règlement de la cotisation	5
4.3 Modalités de règlement des cotisations	5
4.4 Délais de paiement	5
<b>Article 5 : durée du marché</b>	<b>5</b>
<b>Article 6 : définition des garanties</b>	<b>5</b>
6.1 Garantie dommages ouvrage	5
6.2 Garantie complémentaire « responsabilité des non réalisateurs »	6
6.3 Garantie complémentaire « éléments d'équipement »	6
6.4 Garantie complémentaire « dommages immatériels »	6
6.5 Garantie complémentaire « dommages aux existants »	6
6.6 Garantie complémentaire éventuelle : Contrat Collectif de Responsabilité Décennale (CCRD)	6
<b>Article 7 : clauses diverses</b>	<b>7</b>
7.1 Montants et conditions des garanties	7
7.2 Mise en jeu des garanties	7
7.3 Abrogation de la règle proportionnelle	7
7.4 Arrêt partiel ou total des travaux	7
7.5 Modification du marché	7

## **Article 1 : dispositions générales**

### **1.1 Objet du marché**

Le marché régi par le présent cahier des charges est un marché d'assurance construction relatif à la construction d'un campus d'enseignement supérieur sur le site Maret à Dijon.

Il correspond à une police d'assurance de dommages à l'ouvrage, assortie de garanties particulières définies à l'article 6.

### **1.2 Opération**

L'opération concernée est définie dans le dossier de consultation ayant servi de support à la passation du marché d'assurance.

L'opération porte sur la création d'un campus urbain d'enseignement supérieur sur le site Maret à Dijon, ancien siège du CROUS de Dijon. Le projet comprend la réhabilitation des bâtiments existants et une construction neuve. Le campus, tourné vers les thèmes Humanités, Arts et Culture, accueillera principalement 3 établissements d'enseignement supérieur : Sciences Po Dijon, l'Ecole Supérieure de Musique (ESM), des locaux de l'Ecole Nationale Supérieure des Arts de Dijon (ENSA) qui occupent le site adjacent.

Les bâtiments comprennent des salles de cours, des amphithéâtres, un espace scénique modulable, une bibliothèque, des bureaux, un foyer étudiant, une salle de sport polyvalente et des locaux logistiques et techniques.

Les travaux concernent la réhabilitation du bâtiment A de type R+1, du bâtiment B de type R+3 et du sous-sol du bâtiment C. Ils comprennent également la construction d'un bâtiment neuf constitué de deux niveaux de sous-sol accueillant un espace scénique enterré et un rez-de-chaussée en mur à ossature bois accueillant des locaux administratif.

### **1.3 Souscripteur**

Le souscripteur est la Région académique Bourgogne Franche-Comté, maître d'ouvrage de l'opération de construction.

Il est précisé que le maître d'ouvrage, en sa qualité de personne publique, n'a pas d'obligation de souscrire une assurance de dommages, et procède à cette souscription de façon volontaire. Néanmoins, pour l'application des clauses du code des assurances, le souscripteur sera considéré comme assujetti à l'obligation d'assurance.

### **1.4 Assurés**

Pour les garanties de base définies aux articles 6.1 à 6.5 du présent cahier des charges, ont la qualité d'assuré le souscripteur, les bénéficiaires des conventions d'utilisation et les non réalisateurs.

Pour la garantie complémentaire optionnelle définie à l'article 6.6 du présent cahier des charges, ont la qualité d'assuré tous les constructeurs réalisateurs et non réalisateurs intervenant dans l'opération.

### **1.5 Définitions**

#### ***Titulaire***

Le titulaire du marché est l'assureur mentionné à l'acte d'engagement.

#### ***Non réalisateurs***

Il s'agit des personnes liées au maître d'ouvrage par un contrat de louage d'ouvrage, mais qui ne participent pas à la réalisation de l'ouvrage, en ne faisant aucun acte de conception ou de contrôle technique, et en ne participant pas à l'exécution des travaux. Il peut s'agir du conducteur d'opération, de ses assistants et sous-traitants, des assistants à la maîtrise d'ouvrage.

### **Existants**

Les « existants » sont constitués par les parties anciennes de la construction telles qu'elles sont le cas échéant décrites dans le dossier de consultation ayant servi de support à la passation du marché d'assurance, et sur lesquelles portent les travaux de l'opération de construction.

## **1.6 Régularité de la situation du titulaire**

En matière de protection de la main d'œuvre et de conditions de travail, les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements applicables sur le territoire français.

Le titulaire produira tous les six mois, pendant toute l'exécution du marché, les pièces mentionnées à l'article D.8222-5 ou D.8222-7 et 8 ainsi que D.8254-2 du code du travail. En cas de non production de ces pièces, et après mise en demeure infructueuse, le marché pourra être résilié aux frais et risques du titulaire.

Ces éléments seront communiqués au maître d'ouvrage avant le 1er mars (situation au 31 décembre) et avant le 1er septembre (situation au 30 juin) de chaque année.

## **Article 2 : pièces constitutives du marché**

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement ;
- le présent cahier des charges ;
- les conditions particulières de la police d'assurance ;
- les conditions générales de la police d'assurance ;
- le mémoire technique.

Le titulaire est réputé avoir une parfaite connaissance de l'ensemble des pièces constitutives du marché, ainsi que de toutes les autres pièces constitutives du dossier de consultation support de la passation du marché d'assurance.

## **Article 3 : prix**

Le prix du marché est un prix global forfaitaire correspondant à une cotisation d'assurance calculée par application au coût total définitif de construction toutes taxes comprises d'un taux hors taxes indiqué à l'acte d'engagement.

Compte tenu de la nature du présent marché aucune avance ne sera versée au titre du présent contrat. Le titulaire du marché déclare expressément renoncer à toute demande d'avance.

## **Article 4 : règlement des comptes**

### **4.1 Cotisations provisoire et complémentaire**

La cotisation réglée par le souscripteur comprend deux parties :

- une cotisation provisoire calculée en fonction du coût total prévisionnel de construction toutes taxes comprises connu au moment de la passation du marché, tel qu'il figure dans le dossier de consultation ;
- le cas échéant une cotisation complémentaire, ou une réduction de cotisation, résultant du coût total définitif de construction toutes taxes comprises si celui-ci est respectivement supérieur ou inférieur au coût prévisionnel.

## **4.2 Moment du règlement de la cotisation**

Le règlement des cotisations par le souscripteur au titulaire fait l'objet de plusieurs paiements, selon un échéancier, tenant compte de la durée de réalisation des travaux, défini aux conditions particulières de la police d'assurance.

## **4.3 Modalités de règlement des cotisations**

Le titulaire dépose sa demande de paiement sous format dématérialisé via le "portail public " nommé Chorus Pro (<https://chorus-pro.gouv.fr>) au maître d'ouvrage selon les modalités (code service et/ou engagement juridique et/ou numéro de marché) qui lui seront transmises préalablement.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant le maître d'ouvrage de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

## **4.4 Délais de paiement**

Les règlements seront effectués par virement, le paiement (date du virement) devant intervenir dans le délai de 30 jours à compter de la réception par le souscripteur de l'appel de prime exigible.

Le non-respect de ce délai donnera lieu au versement d'intérêts moratoires au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

## **Article 5 : durée du marché**

Le marché prend effet dès sa notification au titulaire.

Le marché prend fin à l'expiration d'une période de dix ans à compter de la réception.

## **Article 6 : définition des garanties**

### **6.1 Garantie dommages ouvrage**

Cette garantie correspond à la garantie légale définie par l'article L. 242-1 du code des assurances.

Le présent marché est réputé comporter, au titre de la présente garantie, les clauses figurant à l'annexe II à l'article A.243-1 du code des assurances.

## **6.2 Garantie complémentaire « responsabilité des non réalisateurs »**

Cette garantie correspond à la garantie légale définie par l'article L. 241-1 du code des assurances, concernant les assurés définis à l'article 1.4 du présent cahier des charges.

Le présent marché est réputé comporter, au titre de la présente garantie, les clauses figurant à l'annexe I à l'article A.243-1 du code des assurances.

## **6.3 Garantie complémentaire « éléments d'équipement »**

Cette garantie, complémentaire aux garanties des articles 6.1 et 6.2, a pour objet le paiement des travaux de réparation, inclus frais de dépose, démontage et remontage éventuellement nécessaires, des dommages matériels entraînant la mise en jeu de la garantie de bon fonctionnement visée à l'article 1792-3 du code civil, lorsqu'ils rendent les éléments d'équipement inaptes à remplir les fonctions qui leur sont dévolues.

Cette garantie a une durée de deux ans à compter de la date de réception.

## **6.4 Garantie complémentaire « dommages immatériels »**

Cette garantie, complémentaire aux garanties des articles 6.1 et 6.2, a pour objet la réparation des dommages immatériels causés au maître d'ouvrage et résultant directement d'un dommage matériel à l'ouvrage survenu après réception et garanti au titre du présent contrat.

La période de garantie commence et se termine aux mêmes dates que la garantie dommages ouvrage prévue à l'article 6.1.

## **6.5 Garantie complémentaire « dommages aux existants »**

Cette garantie éventuelle, complémentaire aux garanties des articles 6.1 et 6.2, a pour objet la réparation des dommages matériels subis par les « existants » définis à l'article 1.5 du présent cahier des charges.

La période de garantie commence et se termine aux mêmes dates que la garantie dommages ouvrage prévue à l'article 6.1.

## **6.6 Garantie complémentaire éventuelle : Contrat Collectif de Responsabilité Décennale (CCRD)**

Ce CCRD, proposé de façon optionnelle par l'assureur dans l'acte d'engagement et retenu par le souscripteur, intervient en complément et après épuisement des garanties que les constructeurs ont souscrites auprès de leurs assureurs respectifs de Responsabilité Civile Décennale à savoir :

- dix millions d'euros pour les traitants directs de la structure et du gros œuvre
- six millions d'euros pour les autres traitants directs,
- trois millions d'euros pour les traitants non réalisateurs (maîtres d'œuvre, bureaux d'études, bureaux de contrôle etc...)

Sont assurés au titre du Contrat Collectif de Responsabilité Décennale (CCRD) l'ensemble des constructeurs au sens de l'article 1792-1 du Code Civil, titulaires d'un contrat de louage d'ouvrage avec le maître d'ouvrage ainsi que le contrôleur technique visé à l'article L 125-1 du code de la construction et de l'habitation.

Cette assurance de deuxième ligne couvre un montant au-delà des montants de garantie en assurance obligatoire des différents intervenants c'est-à-dire au-delà des plafonds de garantie des polices RCD des Constructeurs dont les montants minimums sont définis ci-avant.

## **Article 7 : clauses diverses**

### **7.1 Montants et conditions des garanties**

Les montants et conditions des garanties, telles que les reconstitutions, les éventuelles franchises, etc. sont définis par les conditions particulières et les conditions générales élaborées par l'assureur et constituant des pièces contractuelles du marché.

### **7.2 Mise en jeu des garanties**

Les modalités de déclaration et d'instruction des sinistres, de mise en jeu des garanties, de calcul des indemnités, etc. sont définies par les conditions particulières et les conditions générales élaborées par l'assureur et constituant des pièces contractuelles du marché.

### **7.3 Abrogation de la règle proportionnelle**

La règle proportionnelle énoncée à l'article L. 121-5 du code des assurances ne s'applique pas aux garanties du présent marché, le titulaire étant réputé avoir une parfaite connaissance des risques liés à l'opération.

### **7.4 Arrêt partiel ou total des travaux**

En cas d'arrêt partiel ou total non définitif des travaux, les garanties du présent marché restent acquises dans leur totalité.

En cas d'arrêt définitif des travaux, le marché pourra être résilié par le souscripteur. Cette résiliation n'ouvrira droit à aucune indemnité, et la cotisation finale due au titulaire sera calculée par application du taux figurant à l'acte d'engagement à la valeur des travaux exécutés à la date de leur arrêt définitif.

### **7.5 Modification du marché**

Toute modification du marché devra faire l'objet d'un avenant.

Tout avenant portant sur le taux de cotisation ne pourra résulter que d'une modification substantielle du risque, dûment justifiée par la partie contractante à l'origine de la demande d'évolution du taux initial.